

1

Mouvements émergents et action collective, apports du pragmatisme à la notion de « citoyenneté active » *Emerging movements and collective action, contributions of pragmatism to the notion of “active citizenship”*

LAURENCE BLÉSIN

Chercheuse du Centre de Philosophie du Droit de la Université Catholique de Louvain
– CPD/UCL – «Projet Courage», de la Fondation Bernheim

Aujourd’hui, dans une société qu’avec Ulrich Beck, on pourra qualifier de « société du risque » (cf. BECK 2001 a ; BECK 2001 b ; BECK, GIDDENS et LASH 1994 ; CALLON, LASCOUMES, et BARTHE 2001), des mutations importantes sont observables dans les formes d’engagement politique, et ce, tant à l’échelle mondiale que locale. De nouvelles pratiques inédites apparaissent dans le champ social ; les acteurs expérimentent de nouvelles formes d’action collective pour affronter les enjeux auxquels les porte-parole traditionnels sont incapables de répondre. Bien que les politiques de proximité initiées par les mécanismes d’action publique mettent elles-mêmes en oeuvre toujours plus de participation et de convocation des acteurs, de partenariats « public-privé », il faut aussi, nous semble-t-il, déplacer le regard vers ce que nous identifierions comme une réelle « demande de participation » des acteurs qui n’attendent pas seulement d’être consultés mais expriment leur capacité à se mobiliser, à coopérer, à expérimenter, à innover. Actions en réseau, forums hybrides, émergence de multiples collectifs : ces mobilisations collectives sont radicalement différentes des formes d’engagement qui relevaient des grands mouvements sociaux des XIXe et XXe siècles, et peuvent être lues à l’aune d’un déplacement important en philosophie sociale et politique, déplacement qui met en évidence une exigence pour nos sociétés démocratiques de penser aujourd’hui non plus tellement les conditions formelles de la démocratie, les conditions formelles de

ce qui intègre la représentation citoyenne au sein des formes politiques, mais bien plutôt les conditions rendant possible une réelle *appropriabilité* par les acteurs eux-mêmes, depuis leurs lieux, des enjeux sociaux et collectifs qui les concernent¹. Si l'approche délibérativiste est toujours bien prégnante dans le champ des réflexions menées en philosophie sociale et politique, nous voudrions attirer l'attention sur le fait qu'il s'y révèle aussi ces dernières années un réel tournant pragmatiste².

Dans cet article, nous tenterons de montrer comment ce qui peut se lire comme une certaine « effervescence » de nouvelles mobilisations collectives émergeant face à de nouveaux problèmes publics, - mobilisations guidées par une approche que nous décrirons comme fortement contextuelle, situationnelle, pragmatiste –, peut éclairer la question des conditions de participation dans l'espace public, faisant de celui-ci le lieu d'*expérimentation* de nouveaux possibles, et permettant ainsi de mettre en lumière une dimensionnalité plus actantielle et moins institutionnelle face au défi de trouver de nouvelles solutions.

Notre hypothèse est qu'au sein de ces pratiques situationnelles multiples, se dessine une citoyenneté que nous dirons « citoyenneté active », citoyenneté *vécue, ressentie, désirée*, par des citoyens qui, conscients d'un point de vue diachronique, s'auto-impliquent dans leur présent et leur futur, s'approprient un pouvoir de prendre une parole collectivement, d'expérimenter de nouvelles pratiques coopératives, de leur donner publicité, de les disséminer, et qui, par là, mettent en jeu un espace de vivification de la démocratie, un espace d'innovation, mais aussi de *réflexivité* pour les institutions.

Pour explorer cette problématique, nous nous appuyerons sur l'approche pragmatiste du « public » et de l'« expérimentation sociale », tels que développés par le philosophe américain John Dewey.

En 1927, Dewey publie *The Public and its problems* (DEWEY 2003 en français).

Une des problématiques traitées dans l'ouvrage souligne l'importance, pour que puisse se transmettre la démocratie, de stimuler la présence d'un « public », ou plutôt de multiples publics, actifs, participant à la définition des enjeux communs,

¹ Cf. par exemple CALLON, LASCOUMES et BARTHE 2001 : « les forums hybrides ne remettent pas en cause la démocratie, ils montrent et expriment la nécessité de plus de démocratie, d'un approfondissement de la démocratie. Ils sont une des manifestations particulièrement visibles et pressantes de ce mouvement plus général qui en appelle à la démocratisation de la démocratie. Le simple fait qu'ils ne soient pas purement et simplement réprimés, même si certaines forces constituées tendent à les réduire au silence ou à l'inexistence, le simple fait qu'ils mobilisent l'opinion, même si de nombreux groupes d'intérêt tendent à les dévaluer, démontrent, s'il en était besoin, leur légitimité » (167).

² On verra, par exemple, GAUCHET 2002 ; MAESSCHALCK 2007 ; MAESSCHALCK et LOUTE 2007 ; LENOBLE et MAESSCHALCK 2007.

des fins politiques et à leur mise en oeuvre. Cependant, au moment où il rédige ce livre, le contexte particulier d'une démocratie américaine qui ne répond plus selon l'auteur aux enjeux d'émancipation et de participation vient justement poser la question du public. L'auteur constate que le contexte de l'époque engendre l'éclipse du public, un public « en perdition » (*ibidem* : 133), « désorienté » (*ibidem* : 133), « embrouillé » (*ibidem* : 136) qui se manifeste tant par son indifférence et son apathie (*ibidem* : 137) face aux problèmes sociaux que par son impuissance face à leur complexité croissante.³ Effectivement, en raison de la révolution technoscientifique et de l'extension de la logique économique qui s'en est suivie, nombreux sont les domaines présentant une complexification croissante, nombreux sont les nouveaux problèmes publics qui échappent à la compréhension de tout un chacun. Par ailleurs cette révolution a aussi entraîné des changements sociaux propulsant l'individu hors des liens habituels de socialité primaire des communautés locales, pour le poser au coeur d'un nombre croissant de relations au caractère impersonnel.⁴ Le contexte de vie, les conditions réelles, ont donc fortement été modifiées. Par contre, pour Dewey, les habitudes d'action et les croyances n'ont pas suivi le même mouvement de remise en question. Selon Dewey, c'est cette situation de décalage (cf. DEWEY 2003 : 145 et ss) entre le contexte et les habitudes qui crée un déséquilibre ayant pour conséquence le fait que les citoyens ne comprennent plus leur situation présente, se sentent impuissants et abandonnent les problèmes aux experts. Un des objectifs de l'ouvrage vise alors à répondre à la question de savoir ce que peut être un public dans un tel contexte, à s'interroger sur les raisons de cette éclipse et à rechercher les conditions pour que ce public puisse s'identifier : « Par quels moyens, écrit Dewey, sa condition amorphe et informe sera-t-elle canalisée en une action politique effective appropriée aux besoins sociaux et aux opportunités présentes ? » (2003 : 139).

Aujourd'hui, quelque quatre-vingt années plus tard, alors que ce constat de complexité ne cesse de s'actualiser, la question du public se dit-elle toujours en termes d'éclipse, de désorientation ou d'impuissance ? Il nous semble que nous pouvons répondre de façon plus nuancée.

Ordre international en mutation, technosphère complexe régissant de nouvelles possibilités de croissance : aujourd'hui plus encore qu'hier, mondialisation et globalisation

³ Ce que Dewey vise quand il parle de la « Grande société », par exemple in Dewey 2003 : 120 : « L'invasion de la communauté par de nouveaux modes mécaniques et relativement impersonnels du comportement humain collectif est le fait remarquable de la vie moderne ».

⁴ Ce que Dewey vise quand il parle de la « Grande société », par exemple in Dewey 2003 : 120 : « L'invasion de la communauté par de nouveaux modes mécaniques et relativement impersonnels du comportement humain collectif est le fait remarquable de la vie moderne ».

sont sources de fractures inédites. Ici et là ne cessent d'apparaître de nouveaux problèmes publics, des situations complexes qui interpellent et demandent régulation (dioxine, OGM, ou encore sida, changements climatiques, mais aussi importance des phénomènes migratoires en sont quelques exemples). Ici et là, des enjeux sociaux rendus plus importants par ce contexte, s'inscrivent au coeur du vivreensemble: montée de 'extrême droite, précarisation accrue de certaines couches de la population, nouvelles inégalités sociales, stigmatisations identitaires, chômage, etc.

Tout ceci suscite de nouveaux engagements, que l'on songe ici à des dynamiques innovantes de la part d'acteurs reconnus et déjà structurés de la société civile (les syndicats par exemple), ou que l'on pense à l'émergence croissante et « spontanée » de nouveaux collectifs très divers : collectif de soutien aux sans-papiers, sections locales du mouvement ATTAC, comité contre la chasse aux chômeurs, associations de riverains d'une décharge, d'un aéroport... Pour reprendre l'expression de Majo Hansotte, nous assistons à l'émergence de nombreux « collectifs d'énonciation » :

« Par collectifs d'énonciation, il faut entendre toutes les modalités et toutes les formes d'émergence collective d'une position politique, créant un agencement inédit entre des secteurs de la vie, pour formuler des points de jonction originaux ou inventifs, porteurs de futur. Ces agencements d'énonciation n'ont pas un énonciateur particulier mais sont le fait de collectifs qui touchent à tout : aux rapports entre les sexes, à la famille, à l'école, au voisinage, à la région, au pays, à la santé, à la nourriture, au logement, à l'eau, à l'environnement, aux revenus justes, à la mobilité des humains, à la culture et au savoir, aux médias, au vivre-ensemble, à la ville. L'enjeu est de construire et d'affirmer des subjectivités collectives [...] » (HANSOTTE 2007 : 8). Ainsi, cohabitent, dans l'espace public de nos sociétés contemporaines, d'une part, la logique traditionnelle des grands acteurs collectifs – articulant négociation des intérêts et revendication de protections collectives – logique qui s'actualise face aux nouveaux défis qui lui sont posés, et, d'autre part, une logique que nous dirons beaucoup plus *expérimentale*, émergeant du « terrain », à l'oeuvre dans de nombreuses régions du monde. Ce qui caractérise cette logique, c'est justement sa multiplicité, sa localité, et une dimension profondément situationnelle, contextuelle. Loin de vouloir rejoindre de grands modèles, d'implémenter des programmes, il s'agit ici d'accueillir ce qui survient et de se rendre compte que collectivement nous vivons une situation qui nous questionne et nous requière à l'action⁵. Ces mouvements nous invitent à penser le

⁵ « L'étape qui s'ouvre aujourd'hui pour les luttes populaires trouve son originalité dans la perception que le "manque de modèles" n'est plus un frein, une faille ou un obstacle, mais précisément une ouverture, une nouvelle possibilité de s'organiser selon des "projets axiomatiques" qui ne sont pas guidés par une idée du "devoir être" du

changement depuis là où nous sommes. Ils sont porteurs d'initiatives infiniment diverses dans leur mode d'organisation et d'action, de pratiques expérimentales variées, et peuvent se lire comme de véritables « laboratoires sociaux » (BENASAYAG et SZTULWARK 2000). Selon un auteur comme Miguel Benasayag, il est intéressant de porter attention à toutes ces pratiques concrètes qui investissent une situation présente pour la créer. Dans ces mobilisations présentes au sein de l'espace public, dans ces pratiques alternatives, ce qui se joue, ce n'est pas tant une critique ou une résistance stérile qu'une véritable création sociale. « C'est créer, ici et maintenant, une multitude de pratiques montrant concrètement à quelles conditions d'autres formes [...] de vie sont possibles » (BENASAYAG et SZTULWARK 2000 : VII).

Contrairement au constat d'impuissance du public posé par Dewey en son temps, il nous semble que le champ social actuel nous donne un regard différent sur cette question. Tous ces individus porteurs d'initiatives ont pris conscience de la complexité des régulations locales en raison du paradigme globalisant, mais, dans le même temps, ils sont aussi sortis de l'illusion d'une main invisible qui mènerait le devenir du monde sans eux, pour se réappropriier ici et maintenant, là où ils sont, ce sur quoi ils peuvent avoir prise, les enjeux qui les concernent⁶. Par ailleurs, même s'ils sont conscients de l'absence de modèle idéal, « du fait que personne n'a les clés de l'avenir, que l'incertitude fait partie du mouvement pour inventer d'autres mondes possibles, que les traits de la société à construire demeurent flous » (CORCUFF 2006), cela ne les empêche pas de s'engager dans l'action au sens d'expérimentation, avec tout ce que ce terme charrie comme risque de se tromper, d'avancer et de reculer, d'apprendre des impasses si elles sont explorées.

Toutes ces expérimentations que nous dirons « expérimentations citoyennes » manifestent des déclinaisons de cette « appropriabilité » du politique que nous posions d'entrée de jeu, au sens où elles requièrent une attention accrue au pôle actantiel dans la recherche de solutions. Ces nouvelles pratiques innovent et réinvestissent, informent et nourrissent les traits traditionnels par lesquels un public se définit dans les formes politiques démocratiques, à savoir le régime représentatif.

Aussi, nous poserions que ces formes d'engagement permettent de rencontrer au moins en partie les aspirations de ce « Public » tel que l'entend et l'appelle de ses vœux John Dewey dans son ouvrage de 1927. Nous proposons à présent de les interroger depuis ce modèle deweyen pour savoir si, tant à l'interne que dans

⁶ « Sortir de l'illusion qui nous fait croire en l'existence d'un niveau transcendant la situation, abandonner l'idée que "ce qui se passe dans la société" dépend totalement des différentes représentations et superstructures, nous permet de nous concentrer à nouveau sur les situations – multiples et réelles – telles qu'elles existent dans leur immanence » (BENASAYAG et SZTULWARK 2000 : 76).

leurs interactions, ces initiatives collaboratives répondent aux critères formulés par Dewey pour faire de l'association communautaire le ferment de la démocratie.

Pour Dewey, les hommes s'associent pour toutes sortes de raisons, s'engageant dans différents groupes. De ces associations, de leurs décisions et de leurs actions, naissent dès lors des conséquences – positives ou négatives – qui peuvent s'étendre non seulement aux membres de la communauté restreinte que forme l'association – conséquences directes – mais aussi à des personnes non concernées au départ – conséquences indirectes. Dans le contexte sociétal déjà évoqué, ces dernières sont de plus en plus nombreuses et fréquentes. Face à ces conséquences indirectes perçues, ressenties et subies, peut alors naître une sorte de « choc » qui tire les individus de leur indifférence et les pousse à exprimer le besoin d'un contrôle conjoint, public, de ces conséquences ainsi que d'une résolution collective du problème. C'est à partir de là que pourra se constituer ce que Dewey nomme un « public ». Cependant pour qu'un public puisse se définir, s'organiser et se doter de capacités⁷ politiques, il est nécessaire de dépasser le simple ressenti. Il s'agit de faire de l'« objet » qui pose problème et de ses conséquences un véritable *problème public*. Il faut que les conséquences indirectes ne soient pas seulement ressenties de manière diffuse, mais qu'elles soient perçues précisément et connues, afin qu'un jugement pratique puisse s'exercer au coeur de la situation. Pour Dewey, la situation conflictuelle requiert d'être traitée comme un problème de connaissance et d'expérimentation. La constitution d'un public pouvant se prononcer sur la situation et tenter de la résoudre sera corrélative de la recherche conjointe dans l'élaboration de la connaissance du problème. « Le problème d'un public démocratiquement organisé, écrit Dewey, est avant tout un problème intellectuel » (DEWEY 2003 : 140)⁸. Cela se fera par le biais de l'expérimentation politique, à travers ce que Dewey nomme l'enquête sociale. La façon dont un public va pouvoir se définir et s'organiser est donc fonction d'une enquête de la situation à des fins sociopolitiques. Il nous semble important de souligner l'importance pour Dewey de cette démarche d'enquête sociale expérimentale. Comme nous

⁷ Nous utilisons le terme de « capacitation », peu courant en français, pour exprimer la « mise en capacité », c'est-à-dire non pas seulement « la capacité de faire quelque chose », mais le fait de susciter cette capacité, c'est-à-dire de « rendre capable de », de « mettre en capacité de ».

⁸ Il nous semble important de rappeler ici qu'il ne s'agit en aucun cas de confier le choix et la définition des problèmes, ainsi que les options de solutions à explorer aux seuls experts. Bien au contraire ! C'est bien dans des enquêtes conjointes, auxquelles participent tant experts que profanes, que peuvent se constituer des publics, car « Il est impossible aux intellectuels de monopoliser le type de connaissance devant être utilisé pour la régulation des affaires communes. Plus ils en viennent à former une classe spécialisée, plus ils se coupent de la connaissance des besoins qu'ils sont censés servir » (DEWEY 2003 : 197).

l'avons déjà mentionné, l'auteur estime que la situation de crise sociale à laquelle est confrontée son époque est provoquée par un déséquilibre entre, d'une part, un contexte proposant de nouvelles conditions réelles de vie, et, d'autre part, des croyances et habitudes d'action dans le champ social et politico-moral – champ qui concerne les affaires spécifiquement humaines qui, elles, n'ont pas été remises en mouvement de la même manière et font plutôt preuve d'immobilisme. Pour Dewey, il est urgent d'appliquer une méthode expérimentale, telle que celle qui opère dans les sciences physiques, aux problématiques émergeant dans le champ social (cf ZASK 2004 : 145). Il faut tenter de rééquilibrer le contexte et les habitudes d'actions en formulant des normes d'enquête valables pour tous les champs de l'expérience humaine, et non plus seulement pour l'expérimentation dans les sciences physiques. Cette question sera au centre de son célèbre ouvrage *Logique, La théorie de l'enquête* de 1938 (cf. en français DEWEY 1967). Le cadre de cet article ne nous permet pas de nous attarder ici sur ces normes d'enquête proposées par Dewey (cf. à cet égard DEWEY 1967 et 2003 ; ainsi qu'à la pertinente étude de Zask [2004]) telles que liberté des participants à l'enquête dans l'expression de leurs idées et hypothèses, récolte des données, traitement des propositions, des projets, des idéaux comme des hypothèses⁹, assurer la publicité des résultats...

Venons-en d'emblée à la finalité du processus et à ce qu'il met en jeu en termes de dynamique associative. L'enquête vise à découvrir ce que requiert la situation, sa téléologie interne, elle vise à en faire une situation *en devenir*. Il ne s'agit pas d'y chercher seulement les moyens qui permettraient de réaliser des objectifs et finalités qui auraient été définis par ailleurs, fixés de manière indépendante et *a priori*, mais bien de porter attention, dans la situation elle-même, aux éléments utiles pour la définir¹⁰ dans sa problématique, mais aussi aux ferments de solution pour que la situation ne provoque plus de blocage, mais, au contraire, ouvre sur un continuum d'expériences nouvelles et enrichissantes, ouvre la voie à de nouvelles situations préférables à celle qui faisait conflit¹¹. En effet, « les enquêtes en sciences sociales sont mobilisées au titre d'une méthode destinée à canaliser le changement social dans une direction jugée bonne » (ZASK 2004 : 157), sans qu'une idée de la « société parfaite » ne puisse cependant être posée. De cette visée comme advenir, de ce processus perpétuel d'amélioration, nous pouvons caractériser l'enquête

⁹ « comme des hypothèses de travail, non comme des programmes auxquels il faudrait adhérer et qu'il faudrait exécuter de façon rigide » (DEWEY 2003 : 194).

¹⁰ « Ces éléments sont les traits de la situation qui sont perçus en fonction de leur utilité possible pour l'enquête » (ZASK 2004 : 143).

¹¹ « Le critère d'une expérience réussie est donc le degré auquel telle ou telle expérience rétablit le continuum expérientiel, quel que soit le domaine considéré » (ZASK 2004 : 147).

sociale comme un processus de créativité : « l'enquête, écrit à ce propos Joëlle Zask, relève plus d'une logique de création que d'une logique de découverte. Ses objets sont le changement qu'elle provoque » (ZASK 2003 : 20).

Pour ce faire, l'enquête doit mobiliser les participants dans une recherche collaborative, coopérative et déboucher sur un « objet » doté d'une signification partageable, d'une véritable représentation sociale, c'est-à-dire dont l'élargissement des dimensions prend en compte les enjeux sociétaux de toutes les parties concernées ; il s'agit bien de produire ensemble du commun, de définir un intérêt partagé. Par la participation active de tous les concernés – experts et profanes – au processus collaboratif, par le croisement de leurs savoirs, de leurs expertises, de leurs compétences, mais aussi de leurs besoins et de leurs désirs, Dewey vise à ce que, d'une situation conflictuelle, on puisse en venir à une situation plus unifiée, non pas dans un sens identitaire, mais dans le sens d'une situation de partage, de communauté, d'intérêt public à partir de vues et intérêts au départ divergents.

Dans cette expérience de participation au sein de l'association, l'individu fait l'expérience de la communauté au sens démocratique que Dewey donne à cette notion capitale de sa pensée, une communauté que nous interpréterions comme liant réflexivement processus de participation au groupe et processus d'individuation et d'autoréalisation. Par sa contribution personnelle, en fonction de ses compétences et de ses intérêts propres, à la recherche d'un intérêt partagé, l'individu libère ses potentialités personnelles, tout en faisant partie d'un groupe et en poursuivant un effort collectif, un bien défini collectivement, contextuellement, ici et maintenant avec ceux qui partagent sa situation¹². « Lorsque les conséquences d'une activité conjointe sont jugées bonnes par toutes les personnes singulières qui y prennent part, et lorsque la réalisation du bien est telle qu'elle provoque un désir et un effort énergiques pour le conserver uniquement parce qu'il s'agit d'un bien partagé par tous, alors il y a communauté » écrit Dewey (2003 :157). C'est là, en effet, dans l'action collective coopérative, que se trouve, pour l'auteur, l'expérience communautaire propre à la démocratie. Dewey écrit à ce sujet : « Pour l'individu, [la démocratie] consiste dans le fait de prendre part, de manière responsable, en fonction de ses capacités, à la formation et à la direction des activités du groupe auquel il appartient, et à participer en fonction de ses besoins aux valeurs que défend le groupe » (DEWEY 2003 :156).

¹² « La liberté est cette libération et cet accomplissement assurés des potentialités personnelles, qui ne peuvent se produire que par une association riche et variée avec les autres » (DEWEY 2003 : 157-158).

De plus, notons aussi, sans pouvoir aller plus loin sur cette question importante dans le cadre de cette contribution, que du fait que l'individu appartient à différents groupes, les groupes apprennent de l'expérience d'autres groupes, générant ainsi de l'intelligence collective.

Pour Dewey, la démocratie vivante dépend de cette dynamique communautaire. La démocratie demande la conscience claire de la vie commune et celle-ci ne s'expérimente que dans la vie réelle. Dewey fonde donc la démocratie sur la *conscience* de la communauté : c'est-à-dire non pas tant sur l'appartenance à une communauté de fait ou de droit, intégrée par le droit naturel par exemple, ou de manière ethnique ou nationale, mais sur la participation active à une communauté de finalités choisies collectivement, une communauté d'expérimentation et d'action.

C'est en vivant la conscience d'une nécessaire participation coopérative avec les autres en vue de la réalisation d'objectifs communs que peut se vivre la démocratie comme quelque chose d'appropriable. Le lieu fondateur du politique, son espace de vivification, est cet espace public qui se constitue sans cesse comme processus communautaire fondé sur l'action coopérative.

Il est donc nécessaire à la transmission de la démocratie que des communautés d'action collective, d'enquête, d'expérimentation autour d'enjeux communs, puissent émerger, se structurer et se construire. Pour Dewey, le rôle des formes gouvernementales est de rendre cela possible. L'État n'apparaît alors que comme une forme secondaire d'association et ses institutions doivent garantir les conditions sociales grâce auxquelles cela sera possible pour tous, à égalité de droit. Il faut favoriser les conditions associatives qui libèrent l'action. Nous pourrions ainsi comprendre la vie associative et ce qu'elle recèle d'*expérimentalisme citoyen* sous la forme d'un « excès nécessaire ». Les formes politiques étatiques, gouvernementales, institutionnelles et leurs opérations régulatrices – législatives et exécutives – 10 répondraient à une nécessité d'encadrement, de gestion et d'administration. Mais ces formes ne vaudraient que comme « reflet », « cristallisation temporaire » du vivier qu'est la vie politique associative.¹³

Nous retrouvons cet aspect dynamique chez Miguel Benasayag qui, reprenant la distinction spinoziste de la ; elles nécessiteraient d'être continuellement nourries et remises en chantier par la politique dans sa dimension d'expérimentation.

¹³ Nous retrouvons cet aspect dynamique chez Miguel Benasayag qui, reprenant la distinction spinoziste de la puissance et du pouvoir, indique cette double dimension du politique : comme pouvoir, le politique présente une dimension statique nécessaire à la définition de formes et de frontières, à la gestion et à l'administration ; comme puissance, le politique est ce processus vivant, continu, en évolution permanente, qui n'accepte aucune forme finale. Cf. BENASAYAG et SZTULWARK 2000 : 57-62.

Suivant les intuitions de Dewey, le gouvernement ne peut naître que de l’institution de besoins sociaux particuliers identifiés par un public et doit dès lors pouvoir changer de forme aussi souvent que l’exige l’apparition de nouveaux besoins¹⁴. La « puissance » du politique – dans les termes, cette fois, de Miguel Benasayag – est précisément ce qui se donne à lire dans ce qu’il conceptualise comme « démocratie situationnelle » (BENASAYAG et SZTULWARK 2000 :55) : c’est au coeur des situations et des pratiques que s’entretiennent et se défendent les ferments de la démocratie, « la démocratie est la pluralité croissante et réelle des pratiques et des situations » (BENASAYAG et SZTULWARK 2000 : 54).

Au terme de cette présentation et en guise de matière pour la réflexion, il nous apparaît que ce passage par une relecture de Dewey nous ouvre bien à cette exigence de déplacement que nous disions inscrite dans les réflexions actuelles en philosophie sociale et politique.

Portant attention aux contextes d’usage plutôt qu’aux principes *in abstracto*, la philosophie pragmatiste de Dewey, si elle se penche pour une part sur la question du « structurel », sur la dimension synchronique du code, ne le fait, nous semble-t-il, que dans la mesure où cette dimension est constamment travaillée, investie, informée par la dimension diachronique de l’usage, des *acteurs*, des situations et événements. Ces acteurs, expérimentateurs du quotidien, engagés dans des pratiques collaboratives, investissent le présent d’une visée diachronique au sens où ils lisent leur présent, leur contexte, leur situation, depuis les possibles que ce contexte offre à leur capacité d’autoréalisation. C’est donc seulement dans cet engagement effectif des acteurs, touchant leurs besoins et leurs désirs, qu’une visée peut prendre figure, être entendue, mais aussi être voulue et recherchée.

Ce faisant, du point de vue de la normativité sociale, Dewey nous éclaire sur le rapport entre normes et acteurs concernés par un choix social. Dewey rejette, on l’a dit, tout principe universel qui se voudrait applicable n’importe où ; il ne peut y avoir de norme absolue. La norme existante est toujours relative au type d’interactions sociales qu’elle rend possible, elle est comprise depuis le moment de son *assomptivité*. Ainsi l’enquête sociale, par exemple, vise à interroger les normes élaborées du point de vue des conséquences réelles produites opérationnellement par leur application. Et cela doit être pensé dès l’espace de création normative : « les idées et les normes formées sans égard pour les moyens par lesquels elles peuvent être atteintes et concrètement réalisées sont condamnées à être inconsistantes et vacillantes », écrit Dewey (2003 :150).

¹⁴ « Presque aussitôt que sa forme est établie, il a besoin d’être refait » (DEWEY 2003 : 74).

Notre hypothèse de lecture est, en outre, que Dewey fait de ce moment assumptif d'appropriation, le lieu d'une productivité propre en tant qu'il insiste bien sur ce que nous nommerions l'*immanence réflexive* des pratiques expérimentales au sein des formes de vie, sur l'intelligence collective qu'elles génèrent, sur l'élargissement du jugement pratique qu'elles permettent et sur la réflexivité que ces nouvelles pratiques et ces nouvelles formes d'engagement offrent au pôle institutionnel.

Productivité aussi, au sens où ce moment assumptif de l'effectivité ouvre sur « ... », sur un certain *telos* – bien entendu non-déterminé – ; on doit ici pointer la directionnalité du processus, une sorte de normativité interne, non pas donnée *a priori*, mais qui se cherche, se risque, s'expérimente et se constitue processuellement au coeur de toutes ces tentatives d'instaurations. « Le besoin et le désir, écrit Dewey, – sources de nos desseins et guides de notre énergie – vont au-delà de la connaissance, au-delà de ce qui existe, donc au-delà de la science. Ils ouvrent constamment la voie à l'avenir, à ce que nous n'avons pas encore exploré, à ce que nous n'avons pas atteint » (DEWEY 1997).

RÉFÉRENCES

BECK, Ulrich [1986]. *La société du risque: sur la voie d'une autre modernité*. Traduction française par L. Bernardi. Paris: Aubier, 2001a.

_____. La dynamique politique de la société mondiale du risque. *Conférence d'Ulrich Beck dans le cadre du séminaire Economie de l'environnement et du développement durable*. Paris: IDDRI, 2001b.

BECK, Ulrich; GIDDENS, Anthony & LASH, Scott. *Reflexive modernization: politics, tradition and aesthetics in the modern social order*. Cambridge: Polity Press, 1994.

BENASAYAG, Miguel & SZTULWARK, Diego. *Du contre-pouvoir*. Paris: Editions La Découverte, 2000.

CALLON, Michel; LASCOUMES, Pierre & BARTHE, Yannick. *Agir dans un monde incertain – Essai sur la démocratie technique*. Paris: Seuil, 2001.

CORCUFF, Philippe. Défis pour réinventer l'émancipation au XXI^e siècle. *La Brèche Numérique*, 2006. Accessible à l'adresse: <<http://www.preavis.net/breche-numerique/Defis-pour-reinventer-l.html>>.

DEWEY, John [1938]. *Logique, la théorie de l'enquête*. Traduction française et présentation par G. Deledalle. Paris: PUF, 1967.

_____. [1939]. La démocratie créatrice, la tâche qui nous attend. Traduction par S. Chaput. *Horizons philosophiques*, vol. 5, n. 2, 1997. Accessible à l'adresse: <<http://agora.qc.ca/textes/dewey.html>>.

_____. [1927]. *Le public et ses problèmes*. Traduction française et introduction par J. Zask. Paris/Pau: Farrago/Publications de l'Université de Pau, 2003.

GAUCHET, Marcel. Les tâches de la philosophie politique. *Revue du Mauss*, n. 19, p. 275-303, 2002.

HANSOTTE, Majo. Par où passe le devenir? Mouvements émergents et nouvelles modalités de l'engagement politique. Document de Travail, *Etopia*, Février, 2007. 11p.

LENOBLE, Jacques & MAESSCHALCK, Marc. Beyond neo-institutionalist and pragmatist approaches to governance. Working paper. In: *INTERUNIVERSITY ATTRACTION POLES*

– AP VI/06 – Annual scientific activity report. Brussels: Belgian Science Policy, 2007. 183p.

MAESSCHALCK, Marc. Les désillusions de la gouvernance démocratique. Sortir du modèle délibératif et après? In: GOUJON, Philippe & LAVELLE, Sylvain (eds.). *Technique, communication et société: a la recherche d'un modèle de gouvernance*. Namur: Presses Universitaires de Namur, 2007. p. 175-197.

MAESSCHALCK, Marc & LOUTE, Alain. Points forts et points faibles des nouvelles pratiques de réforme des Etats sociaux. In: SCHRONEN, Daniëlle & URBÉ, Robert (eds.). *Sozialalmanach 2007*. Luxembourg: Caritas-Luxembourg, 2007. p. 191-203.

ZASK, Joëlle. La politique comme expérimentation. *Introduction*. In: DEWEY, John. *Le public et ses problèmes* (1927). Traduction française et introduction par J. Zask. Paris/Pau: Farrago/Publications de l'Université de Pau, 2003. p. 7 a 43.

_____. L'enquête sociale comme inter-objectivation. In: KARSENTI, Bruno & QUÉRÉ, Louis (eds.). *La croyances et l'enquête: aux sources du pragmatisme*. Paris: Éd. Éde l'EHESS, 2004. p. 141-163 (Coll. Raisons Pratiques, n. 15).